

Tous au meeting  
de la Fédération  
de l'Education  
Nationale,  
Vendredi 17h.30  
**BOURSE du**  
**TRAVAIL**

N° 503 — Jeudi 29 Mai 1958

« PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » HEBDOMADAIRE : 30 francs.

# LA VÉRITÉ

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (TROTSKYSTE)



SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

REDACTION ADMINISTRATION :  
5, Rue de Charonne, PARIS (XI<sup>e</sup>). Tél.: ROQ. 69-52

ABONNEMENTS: 1 an: 1.200 F; 6 mois: 600 F; 3 mois: 350 F  
Etranger: 1 an: 1.500 F  
C.C.P. Société de Presse, Édition et Librairie 6032-01 Paris

Face aux menaces qui pèsent sur les libertés élémentaires d'organisation et d'expression de la classe ouvrière, face à l'offensive de la réaction, les trotskystes considèrent qu'il est du devoir de tout révolutionnaire de mener la lutte aux côtés de l'ensemble de la classe ouvrière et dans ses organisations, sans poser aucune condition.

Mais ils ne sauraient être d'accord avec les méthodes, les moyens proposés par les directions de

ces organisations — Pour les trotskystes, il n'y a pas de « bonne bourgeoisie », pour les trotskystes, la victoire ne saurait venir du parlement qui a entériné la guerre d'Algérie — Ce ne sont pas des vaines proclamations qui arrêteront de Gaulle.

Les trotskystes ne font pas confiance aux directions des organisations traditionnelles pour développer l'action de la classe ouvrière qui, seule, peut briser la réaction.

De nombreux militants ouvriers, sur ces points, sont d'accord avec les trotskystes. Ils ont décidé de mettre leurs forces en commun, ils ont formé le **Comité d'Action Révolutionnaire**, qui se donne pour tâche de mener un combat sans merci contre la clique des généraux et pour la paix en Algérie. Le C.A.R. fera tout pour permettre aux travailleurs de s'organiser pour mener cette lutte et la diriger.

## LA MANIFESTATION OUVRIÈRE DU 28 MAI: UNE PREMIÈRE VICTOIRE !!!

*mais la bataille n'est pas encore gagnée...*

DE GAULLE COMPTAIT SUR LA PASSIVITÉ DES OUVRIERS. DES CENTAINES DE MILLIERS DE TRAVAILLEURS PARISIENS ONT DIT...

# NON A LA DICTATURE !

DE GRANDS ESPOIRS SONT NÉS, MAIS CE N'EST PAS LE PARLEMENT, CE NE SONT PAS LES DÉPUTÉS QUI PEUVENT FAIRE BAR-RAGE A DE GAULLE ET A LA CLIQUE MILITAIRE.

### Les ouvriers exigent :

- LE RESPECT ET L'EXTENSION DE LEURS LIBERTÉS, SYNDICALES, DE RÉUNION, DE PRESSE, ETC...
- LA PAIX EN ALGERIE
- LE DROIT DU PEUPLE ALGERIEN A DISPOSER DE LUI-MÊME

POUR ASSURER LA DÉFAITE DE DE GAULLE LES TRAVAILLEURS NE DOIVENT COMPTER QUE SUR EUX-MÊME.

# VIVE LA GREVE GÉNÉRALE !

### TRAVAILLEURS :

DANS LES ENTREPRISES, LES SYNDICATS, LES QUARTIERS,  
ORGANISEZ VOUS MEMES VOTRE DÉFENSE !

FORMEZ DES COMITÉS D'ACTION RÉVOLUTIONNAIRES OU TOUTE AUTRE FORME DE REGROUPEMENT !

PRENEZ CONTACT entre vous, et avec le COMITÉ D'ACTION RÉVOLUTIONNAIRE qui s'est formé avec la participation de plusieurs organisations révolutionnaires ouvrières dont :

- LA FÉDÉRATION ANARCHISTE
  - LE COMITÉ DE LIAISON ET D'ACTION POUR LA DÉMOCRATIE OUVRIÈRE (C.L.A.D.O.)
  - LE PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE TROTSKYSTE
  - LES G.A.A.R.
  - LES JEUNESSES LIBERTAIRES
  - LE GROUPE D'ÉTUDIANTS RÉVOLUTIONNAIRES
  - LES GROUPES RIVE GAUCHE DES JEUNESSES SOCIALISTES DE LA SEINE
- ET DES MILITANTS SYNDICALISTES DE TOUTES TENDANCES.

LE COMITÉ D'ACTION RÉVOLUTIONNAIRE  
3, rue Terneux — PARIS 11<sup>e</sup>

# LA CLASSE OUVRIERE SE DRE

## Bilan d'un gouvernement

**L**e peuple a parlé. Par centaines de milliers, en une manifestation grandiose, comme Paris n'en avait pas connu depuis 22 ans, les masses travailleuses ont exprimé leur volonté de se dresser contre Massu - de Gaulle, de briser la terrible menace que de Gaulle et la clique des généraux font peser sur leurs libertés. Au même moment, dans toutes les grandes villes de province, des manifestations semblables se déroulaient.

Ce n'est pourtant pas sans peine, comme en témoignent les informations des usines, vieilles de quelques jours, que nous publions par ailleurs, que les ouvriers avaient surmonté leurs hésitations. Ils ne voulaient pas se battre pour les fromages de députés qui venaient de voter l'état d'urgence, de voter les pouvoirs spéciaux à Salan - Massu, les 27 mois de service et 80 milliards de crédits de guerre supplémentaires.

Les atterrissements des dirigeants des partis et des syndicats, depuis le coup de force d'Alger, n'étaient pas pour les rassurer.

Ils ont compris, maintenant, que la classe ouvrière serait la première, la principale victime du « général ». Ils ont compris que la clique de Gaulle, pour prolonger et étendre la guerre colonialiste, prétend abolir leurs droits vitaux : le droit de revendiquer un meilleur salaire, de débayer pour les revendications, de rejoindre le syndicat de leur choix, de manifester.

L'unité enfin réalisée a permis le succès des manifestations. A Paris, l'appel lancé aux travailleurs par la puissante Fédération de l'Education Nationale, qui, ayant su préserver son unité dans le cadre de la démocratie syndicale et du respect des tendances, jouit aujourd'hui d'une grande autorité morale, y a beaucoup contribué. L'ordre de grève générale lancé pour vendredi par la F.E.N. la place aujourd'hui à l'avant-garde du combat pour les libertés.

Car les choses sont maintenant claires. Toute la presse bourgeoise se rallie derrière de Gaulle. Paul Raynaud, Edgar Faure, le « libéral » Beuve-Méry — tous se jettent dans les bras de « l'homme fort ». Contre lui, se dresse toute la classe ouvrière. Là décision, ce n'est pas au parlement, prêt à toutes les capitulations, qu'elle sera prise. C'est dans la rue. Dans la rue, où est descendue la clique d'Alger, prétendant dicter sa volonté de guerre totale au peuple de France. Dans la rue, où les travailleurs ont manifesté leur résolution d'écraser la clique des généraux.

La classe ouvrière se réveille. Que les dirigeants qui rêvaient de capitulation y prennent bien garde ! Les travailleurs reprennent conscience de leur puissance. Puissance invincible, lorsqu'ils agissent, tous ensemble. Par la grève générale, par les manifestations de masse, ils sauveront la liberté, imposeront la paix, conquerront le pain. Mais il n'y a pas une heure à perdre.

LA VERITE

**L'**HEBDOMADAIRE modéré anglais « L'OBSERVER » définit assez bien le comportement du gouvernement Pflimlin. Il écrit « Le gouvernement de M. Pflimlin apparaît bien moins impressionnant au bout de deux semaines qu'à ses débuts. Il a obtenu une large majorité au parlement. On lui a donné des pouvoirs considérables pour assurer l'ordre en France. Mais il n'a fait cela qu'en acceptant en partie les ordres des généraux rebelles en Algérie qui continuent néanmoins à défier son pouvoir et à

bruyamment réclamer de Gaulle, et en promettant une modification de la Constitution qui, sur l'essentiel, est celle que réclame de Gaulle... »

Le moins qu'on puisse dire de ce gouvernement « républicain » à qui dans un beau mouvement d'enthousiasme, socialistes et communistes avaient accordé des pouvoirs sans précédent depuis 1944, c'est que la lutte contre les « factieux » est le moindre de ses soucis (1).

Cela était déjà clair lors du vote de la loi d'urgence dont certains eurent le front de prétendre qu'elle « défendait la classe ouvrière » alors qu'elle lui interdisait en fait toute possibilité de lutter contre la réaction par les seuls moyens qui peuvent la vaincre, alors qu'elle déposait les travailleurs des droits les plus élémentaires, des libertés les plus nécessaires à son combat. M. Pflimlin avait bien pris la précaution d'expliquer au cours de son intervention que les « factieux » ce n'étaient ni Massu ni Salan, il avait aussi jugé inutile de parler du général de Gaulle, dont d'était pourtant la candidature au pouvoir personnel qui avait provoqué la réunion du parlement.

Il avait ainsi clairement défini ce que serait sa politique, pour autant que ce mot puisse s'appliquer à la pratique totale de l'immobilisme qui allait en tenir lieu.

Pour amadouer les « ultras » on leur affirmait qu'ils avaient raison. Pas seulement d'être « ultras », cela allait de soi. Il n'y aurait de paix en Algérie que par la « victoire française », c'est-à-dire par l'écrasement de la lutte du peuple algérien. Perspective irréaliste, insensée, mais peu importante ! Mais ils avaient aussi eu raison de s'insurger, puisqu'après tout, s'ils l'avaient fait, c'est qu'ils étaient trompés par « d'abominables calomnies ». Et ce magnifique spectacle de la « réconciliation franco-musulmane » n'allait-il pas tirer les larmes de tout patriote sincère ! Les seuls responsables étaient donc ces anonymes « calomniateurs », ces comploteurs fantômes, que le gouvernement sans aucun doute recherchait. Peut-être les quarante militants d'extrême droite arrêtés par vingt mille C.R.S. étaient-ils ces sinistres comploteurs, cause de tout le mal ?

Pour ce qui est des généraux, il s'agissait de toute évidence de « bons républicains ». Salan avait tous les pouvoirs. Le gouvernement les lui confirmait, donc Salan était le représentant du gouvernement en Algérie et celle-ci sans le savoir, se trouvait ainsi contrôlée par le gouvernement. Magnifique logique, au nom de laquelle on commença, pour bien montrer que l'on n'était pas un gouvernement de « bradeurs », à voter 27 mois de service militaire et 80 milliards d'impôts supplémentaires pour la bonne guerre républicaine qui dure depuis le 1er novembre 1954 !

Quant à de Gaulle, le mieux à faire c'était de l'ignorer et de lui couper l'herbe sous le pied en reprenant une bonne partie de son programme. Le projet de réforme de la constitution, hâtivement terminé, se présente en effet comme un coup direct à ce qu'il peut y avoir de démocratique dans les institutions parlementaires françaises, comme un moyen d'assurer l'arbitraire du pouvoir exécutif.

En un mot, comme le disait « Le Monde », le gouvernement Pflimlin « jouait la durée ». En fait, pour lui, il s'agissait désespérément, coûte que coûte, d'empêcher l'explosion qu'aurait signifié l'intervention des masses. Aussi, ne pouvait-il que transiger avec les ultras et la clique militaire. Sur ce terrain, celui de la démobilisation des masses, il a reçu jusqu'à maintenant un ferme et fidèle soutien de la part des directions socialiste et communiste qui, comme on le sait, sont allées jusqu'à

voter, le 20 mai, alors que Salan et Spoustelle réclamaient de Gaulle, des « pouvoirs spéciaux » pour l'Algérie dont ils savaient qu'ils seraient délégués à Salan. Non satisfaits de cela, les députés communistes et socialistes, aux côtés des pires réactionnaires, votèrent le même jour, une motion qui affirmait que « l'Assemblée se faisait un devoir d'exprimer à nos soldats et à leurs chefs la profonde reconnaissance de la Nation ». Sans commentaire !

Plus clairement encore, le gouvernement manifesta que la guerre d'Algérie était sa guerre, la guerre de la bourgeoisie française en envoyant des renforts en Algérie. C'est-à-dire qu'au moment même où Salan bafoyait l'autorité du gouvernement, le gouvernement remettait à sa disposition de jeunes hommes du contingent ! Est-il besoin de souligner que cet acte n'a pas semblé blâmable à nos pourfendeurs patentés de factieux ?

Mais les forces sociales, les contradictions, sont plus fortes que les politiques plus subtiles. Le gouvernement Pflimlin aurait bien voulu transiger avec les ultras. Guy Mollet comme Maurice Thorez n'avaient qu'un désir : ne pas faire appel aux masses.

Mais il n'était pas dit que les ultras, eux, veuillent bien transiger, et Thorez comme Mollet pouvaient se trouver acculés à faire appel aux masses s'ils ne voulaient pas être balayés par une réaction qui ne les ménagerait pas en raison de leurs services.

Les reculs du gouvernement ont eu pour résultat de renforcer les menaces contre les libertés. Les évènements.

F. FORGUE.

(1) Il s'agit du bilan de l'activité d'un gouvernement qui, de toute façon, même s'il subsiste encore « légalement » est politiquement défunt à l'heure où nous écrivons.

(Suite page 4)

« ...CHAQUE FOIS QUE LE PEUPLE FRANÇAIS A ETE MENACE DANS SES LIBERTES, LE M.N.A. S'EST RANGE A SES COTES »

déclare **MOULAY MERBAH**  
secrétaire général du M.N.A

**D**EPUIS la création de l'Étoile Nord-Africaine jusqu'à ce jour, le M.N.A., constamment, a manifesté son attachement à la démocratie, face à tous les régimes qui se sont succédés en France au cours de trente années et a combattu pour la liberté des peuples.

Ainsi avons-nous vu trois régimes se succéder en France. Tous ont appliqué en Algérie une politique de répression et d'exploitation qui a provoqué la Révolution Algérienne. Dans tous les milieux politiques on sait ce que nous pensons de ce passé et l'on connaît aussi nos positions. En effet, le M.N.A. et son Président Messali Hadj ont été successivement frappés par les dirigeants de la troisième République, par ceux de Vichy et par ceux de la quatrième République. Malgré toutes ces rigueurs et malgré toutes les promesses solennellement proclamées et non tenues, le M.N.A. et son président Messali Hadj sont toujours restés fidèles aux règles de la démocratie et de la fraternité des peuples.

Il convient également de rappeler que chaque fois que le peuple français a été menacé dans ses libertés, le M.N.A. s'est immédiatement rangé à ses côtés. Il reste toujours fidèle à ce principe. Néanmoins le M.N.A. considère que la situation actuelle à Alger est le résultat d'une politique qui a toujours laissé carte blanche aux ultras d'Algérie sans tenir compte des véritables aspirations du peuple algérien et que de ce fait l'obstination des ultras à vouloir maintenir leurs privilèges éco-

nomiques et leur suprématie politique s'est constamment accrue en même temps que leur intransigeance.

Sans doute nous ne pouvons oublier que des éléments de la gauche française et des personnalités politiques même gouvernementales ont vainement dénoncé cet état de choses. Malheureusement les gros intérêts des hobereaux et leur soif de domination ont continué à prévaloir.

Bien que le M.N.A. ait décidé de se solidariser avec le peuple français et de lui manifester sa sympathie agissante lorsque ses libertés sont menacées, il ne peut oublier le passé d'où il a tiré des expériences et des enseignements qui déterminent sa politique. C'est pourquoi le M.N.A. ne veut plus se contenter de promesses ou de discours et demande par conséquent des engagements solennels et des actes.

Le M.N.A. considère la situation en France et dans le bassin méditerranéen comme très grave et constate que tous les jours sur le plan international d'autres menaces se dessinent. Le M.N.A., en conséquence, réitère ses déclarations et rappelle que la seule issue consiste à mettre fin au vis vite à la guerre par une solution démocratique et juste qui permette au peuple algérien de déterminer librement son avenir. Ainsi, ne seront pas compromises les chances de libre coopération entre le peuple algérien et le peuple français.

Le 20 mai 1958.

## TRIBUNE OU CAMELEON ?

**N**ON, ce n'est pas un nouvel hebdomadaire. C'est un ancien, l'organe des « jeunes vieux », le grand hebdomadaire de la gauche « L'Express. Un grand titre : « De Gaulle ? Oui ou Non ? ». 36 pages comme ça. Page 2, Mme Giroud serait plutôt « non », et même un peu révolutionnaire sur les bords. Page 3, M. Servan-Schreiber pose le problème : Oui ou Non. Page 4, M. Mendès-France dit Non ; pages 8 et 9, M. J.-P. Sartre dit Non, mais, pages 12 et 13, M. Amrouche, présente comme caractérisé par « sa vigueur et son intransigeance dans son combat pour l'indépendance de l'Algérie », a plutôt l'air de dire OUI (et ça fait boum ou floc, au choix). Un texte inédit de Jean Giraudoux, pp. 17 à 20, serait plutôt du genre oui-non, non-oui, à moins qu'il n'ait aucun rapport avec la question pe-

sée. Page 36, enfin, M. Mauriac se jette à l'eau : c'est oui, « Quand le général de Gaulle parlera en Europe au nom de la France, ce sera fini pour elle d'être humiliée ». Fermez le ban !

Tribune ? Souci d'objectivité ? Alors c'est nouveau, parce que L'Express a accueilli les colonnies des dirigeants du F.L.N. contre le M.N.A., sans jamais se soucier de donner la parole au M.N.A. Parce que L'Express a délibérément jeté au panier comme « irresponsables » les « troubles » polonais de Po Prostu, sans jamais leur donner la parole... Alors ? Alors il faut vivre et conserver le plus de lecteurs possible... Gaullo-progresso-mendésiste, L'Express aujourd'hui se crucifie pour son tirage. Mais comme dirait le « Bloc-notes », on en a crucifié d'autres...

# SE CONTRE LA DICTATURE !

## ALERTE AUX TRAVAILLEURS

L'agression des militaires contre les libertés menace les conquêtes du monde du travail.

Les bandes fascistes tentent de relever la tête.

Le gouvernement écartelé entre les intérêts multiples et contradictoires vient de faire décréter par la chambre une loi d'exception.

On ne défend pas la liberté en la supprimant.

On ne défend pas la liberté avec les responsables de la guerre d'Algérie.

On ne défend pas la liberté à l'aide de combines parlementaires.

C'est à l'usine, dans la rue, serré autour des organisations révolutionnaires que le peuple de France mettra la rébellion militaire, mettra fin à la guerre d'Algérie et assènera les libertés conquises par les travailleurs.

LE COMITÉ D'ACTION RÉVOLUTIONNAIRE  
3, rue Ternaux — Paris XI<sup>e</sup>

## DEMobilISATION AU QUARTIER LATIN

**M**ERCREDI 14 mai à midi, le lendemain du coup de force d'Alger, 1.500 à 2.000 étudiants étaient rassemblés dans la cour de la Sorbonne; la réaction des partis politiques avait été rapide; dès le matin, des tracts signés de F.U.G.S., de F.U.E.C., des étudiants radicaux et M.R.P., avaient appelé les étudiants à une riposte de masse; une manifestation était prévue pour le vendredi; on pouvait espérer que l'unité de lutte réalisée depuis le début de l'année au quartier latin, concrétisée par cinq manifestations dans la rue et par de nombreux meetings, allait, dans ces circonstances critiques, se renforcer, se durcir.

L'unité s'est en effet maintenue, mais il s'est agi de l'unité dans la démobilisation. Le vendredi 16 mai au soir, tandis que la police ramassait au hasard 150 étudiants sur le boulevard Saint-Michel, les dirigeants des organisations citées plus haut expliquaient à leurs militants désorientés que les députés votent l'état d'urgence, et que toute manifestation, tout désordre, ne pouvaient que gêner ceux-ci dans leur tâche de « défense républicaine ».

Le mardi 20 mai, en vertu de ce même état d'urgence et de cette même défense républicaine, la manifestation prévue par l'U.N.E.F. dans un cadre pourtant strictement universitaire, puisquil s'agissait d'un rassemblement dans la cour de la Sorbonne, était interdite par le ministre de l'Intérieur. De nombreux étudiants circulaient cependant dans la cour, des discussions s'engageaient, malgré les dirigeants étudiants politiquement de faire se disperser le plus rapidement possible ces groupes où montaient le désarroi, la méfiance et la colère.

Il faut espérer que, malgré cette démobilisation massive et démoralisante, les étudiants ne se décourageront pas; les leçons d'unité et de combativité qu'ils ont prises cette année dans la rue, dans l'action directe, serviront, et les étudiants apprendront à prendre eux-mêmes en main la direction de leur lutte; mais il faut pour cela qu'ils ne se laissent pas aller à se désorganiser; il faut pour cela qu'ils se sentent joints au combat par lequel, contre la clique des généraux et des ultras, les travailleurs peuvent imposer en France le triomphe des libertés démocratiques et une amélioration de leur niveau de vie, en Algérie la paix avec un peuple qui lutte lui aussi pour sa liberté.

Correspondant étudiant.

## L'APPEL DU P.C.I. A LA MANIFESTATION

MANIFESTONS TOUS ENSEMBLE !

Aujourd'hui, à l'appel de toutes les organisations ouvrières, de la Fédération de l'Éducation Nationale, de l'U.D. Force Ouvrière, de la C.G.T., de la C.F.T.C., du Parti Socialiste, du Parti Communiste Français, les travailleurs de toutes les entreprises et de toutes les corporations

DEBRAYERONT

et tous ensemble se retrouveront

PLACE DE LA NATION à 17 h.

Au même moment, et dans toute la France, toute la classe ouvrière sera dans la rue. Ce qui est en jeu :

- ce sont nos libertés;
  - c'est le droit pour les ouvriers de se syndiquer, de revendiquer, de se réunir;
  - c'est le droit de débrayer pour les salariés contre la hausse des prix.
- Ce ne sont pas les députés.  
Ce n'est pas au Parlement.  
Ce ne sont pas les députés.  
Ce n'est pas Pflimlin

qui peuvent barrer la route à de Gaulle. C'est la force de classe des travailleurs qui brisera la menace de dictature !

C'est dans la rue que la clique des généraux sera balayée !

A BAS DE GAULLE !

VIVE LES LIBERTES OUVRIERES !

28 mai 1958

Parti Communiste Internationaliste trotskyste.

Lisez « La Vérité », organe du P.C.I. trotskyste, 5, rue de Charonne-PARIS (11<sup>e</sup>).

## FRANCO EST POUR DE GAULLE

**E**N détruisant les dernières illusions de « dégel » franquiste que certains esprits se faisaient, qui escomptaient, avec un excessif optimisme, l'arrivée prochaine du « bon roi », le Caudillo a défini, en même temps les possibilités et les caractéristiques du métier de Dictateur qu'il exerce depuis 1940, alors qu'il « assumait » les pouvoirs.

Il le sait mieux que personne : ce métier est un emploi à vie. Seulement l'incapacité « physique » (notez bien l'adjectif, qui exclut toute retraite, par folie, par exemple) ou la mort, peuvent mettre une fin naturelle à la carrière d'un dictateur. Avec ça, Franco explique clairement à ceux qui croient à l'efficacité de mouvements de « réconciliation » nationale l'inutilité de leurs agissements. Bien sûr, il a oublié que la fin historiquement la plus répandue, pour les dictateurs, c'est celle que provoque un soulèvement populaire, une révolution. Cette fin

amère d'une longue carrière d'exploitation et de crimes, si commune chez les dictateurs d'Outre-Atlantique, Franco fait mine de l'oublier. Il est vrai que ceux qui se disent les représentants du peuple espagnol en exil l'ont, eux aussi, oublié. Tout comme certains dirigeants de la classe ouvrière française, ignorants du pouvoir combatif de ce prolétariat et de la puissance de ses armes, comme la grève générale, le illimitée, combien efficace.

La lecture de la presse espagnole, à la suite des événements qui viennent de se produire en France, est on ne peut plus instructive. Le régime espagnol, tout en regrettant amèrement que de Gaulle n'ait pas pris de position franchement « ultra », tremble devant la possibilité d'un soulèvement populaire qui entraînerait fatalement un soulèvement ouvrier espagnol. C'est cette inconscience des dirigeants ouvriers français, aux vues limitées par un chauvinisme droitier très étroit, que les

ouvriers du monde entier approcheront désormais à la France.

Cet isolationnisme moral des Français est un poids mort dans le mouvement ouvrier international, et retarde considérablement l'issue d'une Europe socialiste, unique élément de paix constructive que l'horizon politique puisse nous offrir.

Ce n'est qu'en se prononçant pour l'indépendance des peuples colonisés par la France que le prolétariat pourra faire face aux impositions dramatiques d'une République militarisée.

Franco accueille à Madrid les ennemis de la classe ouvrière : Le Pen, Biaggi et Demarquet. Au même temps, devant la possibilité d'un mouvement populaire français, sa presse a renforcé ses positions. Les intérêts de la classe ouvrière espagnole, si étroitement liés à l'action du prolé-

JUAN PUEBLO  
(suite page 4)

## L'équivoque de Gaulle est désormais levée

**P**ersonnage déjà historique, on pouvait espérer qu'il avait choisi d'être le mémorialiste d'un rôle que les circonstances autant que le caractère rendirent éclatant. Il s'avère aujourd'hui que sa retraite n'était qu'expectative et que la recherche du pouvoir lui dicte ses démarches.

L'histoire, qui supporte mal les répétitions, lui aura donc fourni l'illusion suffisante et l'aura conduit finalement à cette erreur irréparable. Il brigue le pouvoir personnel. Nous serions sans excuse de lui en faire don.

Comptant sur le désarroi du Parlement devant les candidats-caudilles d'Alger, le Général tente de faire sa rentrée « d'homme providentiel ».

Par l'ultimatum non déguisé qu'il lance aux institutions, à l'heure même où les factieux d'Alger le sollicitent, il se désigne lui-même comme le danger majeur. Il représente en vérité la seule chance d'une forme française de fascisme.

Il serait vain de ne compter que sur la réplique d'un gouvernement dont les sursauts antifascistes vont de pair avec des concessions qui annoncent sa capitulation prochaine : refus de condamner explicitement la dissidence d'Algérie, promesse d'accroître l'effort militaire et de conserver coûte que coûte l'Algérie française, etc.

Seuls des comités de lutte antifasciste et une action populaire soutenue, fondés sur l'exigence qu'il soit immédiatement mis fin à la guerre d'Algérie, pourront briser un mouvement qui n'est, en France même, que la mesure de notre passivité.

Face aux comités insurrectionnels d'Algérie, la riposte qui s'impose est la grève générale. Les syndicats, les organisations ou les militants de gauche ont le devoir d'en lancer le mot d'ordre. Que chacun d'entre nous se tienne prêt à l'appuyer par tous les moyens.

Paris, le 17 mai 1958.

Arthur Adamov, Robert Antelme, Lucie Aubrac, Raymond Aubrac, Colette Audry, Anne et J.-L. Bedouin, Gérard Bloch, Vincent Bounoure, Claude Bourdet, André Breton, Jean Cathelin, Jacques Charprier, Robert Cheramy, Max Clarac-Serou, Yvée Dechezelles, Marguerite Duras, Jean Duvergnaud, Louis-René des Forêts, Colette et Pierre Garrigues, Armand Gatti, Edouard Glissant, Jacques Hawliet, Jean Helion, Louis Janover, Alain Jouffroy, Jean et Claudine Laude, J.-J. Lebel, Henri Lefebvre, Claude Lefort, Gérard Legrand, Michel Leiris, Olivier de Magry, Clara Malraux, Jean Markale, Dionys Mascolo, J.-J. Mayoux, Jehan Mayoux, Maurice Nadeau, Jean Palou, Benjamin Peret, Jean Pouillon, J.-F. Roland, Claude Roy, Bernard Saby, Jean Schuster, A. Serpatti, Laurent Schwartz, Geneviève Serreau, Claude Tillard.

# REJOINS LE P.C.I.

# Silence sur l'économie

**L**ES menaces qui pèsent sur les libertés démocratiques ne sauraient faire oublier la réalité de la vie économique.

Derrière tous les discours enflammés de M. Pflimlin sur la défense de la République, sur la défense des libertés, se cache une politique économique dont M. Pflimlin

a fait état au moment de sa déclaration d'investiture.

Les hommes changent, après Mollet, Bourges-Maunoury ; après Bourges-Maunoury, Gaillard ; après Gaillard, Pflimlin ; la politique de chacun d'entre eux est quelque peu différente, mais l'essentiel demeure, la défense du régime capitaliste, du régime de la propriété privée.

Quant aux solutions proposées par les uns et par les autres, si elles peuvent comporter quelques variantes, une seule idée domine : ce sont les travailleurs qui doivent payer.

Dans sa déclaration d'investiture, Pflimlin n'y est pas allé par quatre chemins. Concernant les prix et les salaires, il a déclaré : « Il est nécessaire de pratiquer en matière de prix et de salaires une stricte discipline. Le gouvernement établira, après consultations des organisations professionnelles et syndicales, les modalités d'une politique capable d'arrêter la course désastreuse des salaires et des prix dont, si souvent déjà, les travailleurs de ce pays ont été les victimes. »

La « stricte discipline » de M. Pflimlin est très connue des travailleurs. Lorsqu'il était ministre des finances dans le gouvernement Gaillard, les prix ont monté en flèche, mais les salaires sont pratiquement restés bloqués. Après cette flambée des prix, Pflimlin a déclaré : « la situation des salaires et des prix est assainie, il faut maintenant passer à l'étape de la stabilisation. » Mais cette stabilisation n'avait qu'un bout : les salaires. Quant aux prix, ils continuaient leur ascension vertigineuse.

Dans un gouvernement bourgeois, « la stricte discipline » en matière de salaires et de prix est toujours dirigée contre les travailleurs.

Mais, en matière économique, l'actuel président du conseil ne s'arrête pas là. Il poursuit : « Pour réduire le déficit de notre balance des comptes, il faut d'abord poursuivre avec une rigueur accrue notre lutte contre l'inflation. Il ne saurait être question, sous aucun prétexte, de dépasser le plafond de 600 milliards pour l'impasse budgétaire. Le gouvernement vous proposera d'augmenter immédiatement les crédits de la défense nationale afin que l'effort militaire puisse être intensifié en Algérie. Il vous demandera en même temps de voter les recettes nécessaires. »

Ainsi, pour lutter contre l'inflation qui est un mécanisme financier fonctionnant au seul détriment des travailleurs, il est question de ne pas dépasser les 600 milliards de déficit. Or, ces 600 milliards de déficit sont, eux-mêmes, facteur d'inflation mais, de plus, nous savons ce que valent ces promesses. Depuis 1949, le déficit budgétaire a toujours été croissant, avec une remarquable régularité. Mais Pflimlin est prudent. Il ne veut pas d'une inflation « galopante » qui, entraînant l'effondrement de la monnaie, pourrait provoquer la chute du régime bourgeois. C'est pourquoi, bien que Pflimlin ne se fasse aucune illusion sur la capacité gouvernementale de ne pas dépasser le déficit budgétaire, il propose de nouveaux impôts pour faire payer aux travailleurs l'intensification de la guerre d'Algérie.

Et ce n'est pas tout. La pénurie de devises est un problème. Le déficit de la balance des comptes est un problème. Selon les experts officiels, « La France consomme plus qu'elle ne produit et vend, à l'étranger, moins qu'elle n'y achète ». Mais cette « France-là » n'est pas celle des travailleurs. Qui peut prétendre aujourd'hui, alors que la moyenne de la durée hebdomadaire de travail dépasse 45 heures, c'est-à-dire que dans de nombreux cas cela signifie des semaines

de 50, 55 et même 60 heures de travail, que les travailleurs français consomment plus qu'ils ne produisent ; qui peut prétendre cela ? M. Pflimlin. La tentative a déjà été faite de rationner par l'argent la consommation des travailleurs, notamment pour le vin. Cela n'est pas suffisant et le président du conseil de déclarer : « Mais il faudra aussi, je dois en avertir l'assemblée nationale, prendre des mesures susceptibles d'alléger le fardeau des importations. L'équilibre de la balance (des comptes) ne pourrait pas être rétabli si certaines consommations continuaient à augmenter. Le gouvernement devra donc envisager des mesures de contingentement, de rationnement et de répartition. »

Aux bonnes âmes qui diraient : « Mais ces mesures ne toucheraient pas les produits que consomment les travailleurs », nous répondrons que cela n'est qu'à moitié vrai et ce, pour deux raisons. La 1<sup>re</sup> est que le gouvernement Pflimlin n'est pas, de près ni de loin, celui des travailleurs. Par conséquent, le rationnement envisagé touchera d'abord la consommation ouvrière. Quant à la deuxième raison la voici : Si le rationnement touche les matières premières ou produits manufacturés nécessaires à la production, leur pénurie ou leur rationnement touchera encore les travailleurs, car sa conséquence immédiate ce sera le chômage.

« Exporter ou mourir » fut la devise employée, il y a quelque temps dans un autre pays. Pflimlin n'a pas repris cette de-

vis. Il s'est retourné vers les travailleurs et leur a dit : « Il faut exporter en payant ». Cela se traduit, en langage parlementaire, par : « pour développer nos exportations, de nouvelles mesures seront prises qui, plus que jamais, placeront dans une position privilégiée les entreprises qui participent à un effort d'exportation vital pour le pays. » Bien que le système fiscal français soit tout à la dévotion du grand capital, il n'apparaît pas suffisant pour M. Pflimlin. Il veut le renforcer par de « nouvelles mesures », c'est-à-dire aide à l'exportation sous les formes les plus diverses. Mais au bout, qui paiera ? La réponse est nette et sans bavures : les travailleurs.

On pourrait croire qu'avec le blocage des salaires, la montée des prix, l'accroissement des impôts, le rationnement, on était arrivé au bout du programme économique. Nullement.

Pour couronner le tout, M. Pflimlin demande au parlement de lui accorder des pouvoirs étendus sur la quasi-totalité des questions économiques. Ce n'est pas que nous nous fassions de grandes illusions sur les vertus d'un parlement moribond. Mais la demande de Pflimlin révèle le caractère impopulaire de ces mesures qu'il veut prendre. C'est pourquoi il veut que, seul, l'exécutif en connaisse et en décide. Et toute cette politique porte un nom : La misère, la misère plus grande encore que celle qu'ont connue les travailleurs dans ces dernières années.

F. TARRANT.

# Villeneuve - St - Georges

**A** la formation du comité local de vigilance pour la défense de la République, le P.C.I. (trotskyste) était représenté. Devant les responsables de 18 organisations (U.G.S., P.C.F., C.G.T.), notre camarade expliqua brièvement qu'aujourd'hui les trotskystes participent et participeront à toute action et

à tout regroupement sans exclusion, pour préparer l'action qui sera la riposte ouvrière à l'offensive des ultras, des fascistes, etc., pour la défense des libertés démocratiques...

Puis, intervenant au sujet de la rédaction de l'affiche pour appeler toutes les organisations démocratiques à rejoindre ce co-

mité, notre camarade déclara : Parmi les différentes propositions faites ce soir à cette réunion, beaucoup me semblent permettre un pas en avant dans la recherche de l'unité pour barrer la route au fascisme.

Par contre, un camarade propose de demander l'application immédiate de l'état d'urgence contre les fascistes.

Pour moi, comme pour les camarades de mon organisation, comme pour tous les révolutionnaires, l'état d'urgence c'est permettre de :

- prétendre défendre la liberté en la supprimant ;
- interdire les réunions et les manifestations ouvrières ;
- démanteler les organisations de travailleurs (partis et syndicats) ;
- accroître la misère.

Voilà pourquoi nous sommes contre la loi sur l'état d'urgence. Devant le scepticisme d'un camarade du P.C.F. à ces propos il ajoute :

Ce n'est pas moi, mais Pflimlin qui a déclaré : « l'état d'urgence servira aussi bien à l'extrême droite qu'à l'extrême gauche ».

Il remarqua alors que, d'après la réaction de plusieurs assistants, il n'était pas le seul à s'opposer à l'état d'urgence, et proposa, dans un but d'unité, que l'état d'urgence ne soit pas mentionné dans l'affiche : ce qui fut adopté.

Le gérant : P. LAMBERT

IMPRIMERIE DAVY

53, r. de la Procession - Paris XV

# A LA R. A. T. P.

**N**OUS publions ci-dessous le communiqué du Syndicat Autonome des Ouvriers de la R.A.T.P. Cette prise de position condamnant à la fois les visées à la dictature et la pseudo-défense des libertés démocratiques qui consiste à les supprimer n'exorime pas seulement les réactions des adhérents de ce syndicat. En fait, c'est la grande majorité des travailleurs de la R.A.T.P. qui pense ainsi.

Au cours des assemblées qui eurent lieu pendant la grève du lundi, nombreuses furent les questions posées à ce propos. Très souvent, en expliquant la nécessité de débayer l'appel de la C.G.T., les militants entendaient cette réponse : « Vous venez de voter pour Pflimlin, vous lui accordez tous les pouvoirs, y compris celui d'interdire les réunions, les manifestations ouvrières, de bloquer les salaires, et maintenant vous nous appelez à débayer ! Non, mais ça va pas, là dedans ! »

Ceci n'empêche pas que les travailleurs de la R.A.T.P. sont très attentifs au déroulement de la situation. Et qu'ils répondraient en totalité à un ordre de grève générale donné par l'ensemble des centrales syndicales, et massivement à un ordre de grève générale ne venant même que d'une seule centrale. Ils sont convaincus que c'est la seule manière de s'opposer aux menaces de dictatures.

Il est vrai qu'ils n'oublieraient pas pour autant le passé. C'est sans doute ce que redoutent les dirigeants, et ce qui explique leurs hésitations.

Correspondant R.A.T.P.

**D**EVANT la gravité des événements actuels, le Syndicat Autonome des Ouvriers de la R.A.T.P., réuni en Commission Exécutive extraordinaire le 20 mai 1958, a décidé à l'unanimité, après une étude approfondie de la situation, de lancer UN APPEL aux OUVRIERS de la Régie sur les dangers que représenterait une prise de POUVOIR ANTICONSTITUTIONNELLE, pour : nos LIBERTÉS SYNDICALES et pour NOS REVENDICATIONS.

D'autre part, il attire l'attention de chacun sur les menaces que représente pour ces mêmes LIBERTÉS SYNDICALES l'ÉTAT D'URGENCE et vous demande la plus extrême VIGILANCE.

Fidèle à sa ligne qui veut l'AMÉLIORATION de la CONDITION OUVRIÈRE, il affirme sa volonté de ne pas voir les TRAVAILLEURS faire les frais de ces opérations, et exige dans les plus brefs délais que satisfaction soit donnée à nos revendications, à savoir :

- Les 10.000 francs NON HIERARCHISÉS par mois et pour TOUS.
- La refonte de la grille hiérarchique.
- La FILIÈRE TECHNIQUE.
- La pérennisation des retraites.
- Le retour au 1/5.

En conclusion la COMMISSION EXECUTIVE demande à ses militants et responsables de ne participer qu'à des actions défendant le programme revendicatif énoncé ci-dessus.

N.B. : Nous avons adressé ce jour une lettre à M. le Ministre chargé des Travaux Publics, des Transports et du Tourisme lui indiquant notre volonté de voir les Commissions instituées par les LOIS, et que nous sommes obligés de subir, se réunir dans les délais les plus rapides pour que la question primordiale intéressant les OUVRIERS de la R.A.T.P. soit examinée et que satisfaction soit donnée, c'est-à-dire :

NOS SALAIRES  
PARIS, le 20 mai 1958.

# FRANCO POUR DE GAULLE

(Suite de la page 3)

tarier français, se jouent aussi sur les territoires occupés par le colonialisme impérialiste en Afrique du Nord. Les classes exploitantes françaises et espagnoles savent parfaitement que la « perte » de ces terres, et surtout, de ces hommes exploités à bas prix, entraînerait la chute irrémédiable de son pouvoir économique et politique. C'est pourquoi Franco regrette de ne pas voir s'implanter une dictature militaire et policière en France. Car plus de 20 ans de « métier » lui ont fait comprendre, à lui, que l'on est pas « seul », sans un danger imminent de fin d'exercice, non prévu entre les cas extrêmes qui pourraient achever sa carrière.